

The background of the entire page is a close-up photograph of several white, oval-shaped stickers. Each sticker features a stylized American flag with a blue field of white stars in the upper left and red and white stripes in the lower right. The word "VOTED" is printed in a bold, blue, sans-serif font across the center of each sticker. The stickers are arranged in a slightly overlapping pattern, and the lighting is soft, creating a subtle shadow effect.

Midterms

**LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT
AUX ÉTATS-UNIS**

LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS



Flore Quaquin Kayl

Consultante en stratégie de
marque aux Etats-Unis



Laure Pallez

conseillère élue des Fran-
çais de l'étranger en Floride

Le 8 novembre prochain auront lieu les élections de mi-mandat aux États-Unis. Elles vont déterminer qui contrôle le Congrès et ce que sera l'agenda politique de Joe Biden pendant les deux dernières années de son mandat présidentiel. En cette période crispante où le clivage Démocrates / Républicains se creuse à tous les niveaux de la société, les enjeux sont extrêmement importants. Ces élections sont qualifiées de référendum sur le président en place après deux ans de mandat. Historiquement elles ont souvent marqué des tournants politiques aux États-Unis, voire inauguré de nouvelles ères, comme en 1994 ou en 2010¹.

L'incertitude plane sur les résultats de ces élections, confirmée par deux sondages récents analysés par *Politico*² : nous ne verrons probablement pas de 'vague' ni bleue ni rouge, mais plutôt plusieurs courants dans un sens comme dans l'autre dans différents états, tant les électeurs sont divisés et tiraillés entre des enjeux tous plus importants les uns que les autres.

Ces élections appelées *Midterms* ont toujours lieu deux ans après l'élection présidentielle. Elles visent à renouveler les rangs des élus du Congrès américain qui se compose de 2 chambres : d'une part le Sénat composé de 100 sénateurs, 2 pour chacun des 50 états américains ; d'autre part la Chambre des représentants (*the House*) composée de 435 représentants. Tous les membres de la Chambre des représentants sont réélus tous les 2 ans, au moment des élections présidentielles et pendant les *Midterms*. On estime qu'environ 37 postes sur 435 sont en ballotage. Par ailleurs, les sénateurs sont élus pour des mandats de 6 ans, et 35 postes sur 100 sont ouverts aux élections pendant les *Midterms* de cette année.

Lors de cette journée du 8 novembre, de nombreuses autres élections sont organisées au niveau local, différentes dans chaque état en fonction de leurs systèmes législatifs respectifs et des calendriers de réélection. Ces élections sont techniquement indépendantes des *Midterms* du Congrès américain mais n'en sont pas moins stratégiques. 36 gouverneurs remettent leurs mandats en lice : 20 Républicains tel Ron DeSantis en Floride ou Greg Abbot au Texas, et 16 Démocrates comme Gavin Newsom en Californie. Aucun ne semble en danger de perdre son poste en novembre.

En revanche, la réélection va être se jouer disputée pour 12 gouverneurs, et notamment pour la charismatique Gretchen Whitmer (D) du Michigan. En avril 2020, un groupe armé

1 En 1994, sous la houlette du républicain Newt Gingrich et de son « Contrat avec l'Amérique », les Républicains avaient repris la majorité dans les deux chambres du Congrès pour la première fois depuis 1954, face à un Bill Clinton qui avait échoué à faire voter sa grande réforme de santé. En 2010, la vague Tea Party, avant-garde du trumpisme, avait stoppé net les ambitions de Barack Obama, en ajoutant 63 Républicains à la Chambre des représentants : <https://froggybottomblog.com/2022/10/07/chronique-americaine-midterms-2022-les-enjeux-pour-les-etats-unis-et-le-monde/>

2 <https://www.politico.com/newsletters/playbook/2022/09/19/what-two-new-polls-tell-us-about-the-midterms-00057452>

de Républicains extrémistes avait envahi le capitol de cet Etat à Lansing afin de protester contre le confinement (*lockdown order*). Le Michigan est un des états qui peuvent basculer dans le rouge pendant ces élections de novembre.

D'autres élections locales auront également lieu le 8 novembre au cas par cas, pour certains postes dans les académies scolaires, les municipalités ou les comtés, et pour des postes dans les cours de justice locales tels que les Procureur Généraux (*Attorney General*) ou les Juges dans les Cours Suprêmes de certains états.

L'équilibre actuel en faveur des Démocrates est fragile

Actuellement, la Chambre des représentants est détenue en majorité par les Démocrates de Joe Biden.

Cette majorité est courte, 220 voix Démocrates contre 212 pour les Républicains actuellement (à noter, 3 postes sont actuellement vacants pour décès ou démission). Il faudrait donc que Républicains gagnent 6 sièges supplémentaires pour reprendre la majorité à la Chambre des Représentants.

Quant au Sénat, les Démocrates et les Républicains sont à égalité (50 Rép. ; 48 Dém. ; 2 Indépendants qui votent avec les Démocrates). Le vote décisif de la Vice-Présidente Kamala Harris a permis jusqu'à maintenant de faire pencher la balance en faveur des initiatives des Démocrates. Cependant, il suffirait de peu pour que les équilibres basculent. On estime qu'il y a environ 11 sièges sur les 35 ouverts aux élections qui pourraient basculer dans l'autre camp dans un sens comme dans l'autre. Par exemple Marco Rubio (R), l'un des 2 sénateurs actuels de Floride, est en danger face à la récente progression de son opposante Val Demings (D).

Le bilan des deux premières années du mandat Biden est controversé

Joe Biden, malgré son surnom de Sleepy Joe, a été jusqu'à maintenant un président plutôt actif :

il est le Président américain à avoir signé le plus de décrets ces 2 dernières années, et ceci dès son arrivée au pouvoir afin d'annuler de nombreux décrets de son prédécesseur (25 décrets signés dans les 12 premiers jours de son investiture).

Malgré la pandémie et un début de mandat secoué par l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021³, la mince majorité au Congrès a permis à l'administration Biden de faire passer des

3 <https://www.laure-pallez.fr/la-lettre-de-l-engage-e-twitter-et-le-politique-je-t-aime-moi-non-plus>

lois importantes, telle que le *American Rescue Plan Act*⁴ de 1 900 milliards de US\$ (aussi appelé *Covid-19 Stimulus Package*) signé en mars 2021 par Biden pour relancer l'économie américaine dans un contexte postpandémique. Cette massive injection de liquidités a eu pour effet de permettre aux États-Unis d'être le pays du G7 à être sorti le plus rapidement de la crise économique post-covid. Certains Républicains suggèrent que cela a aussi participé à l'augmentation de l'inflation actuelle.

Autre loi importante, l'*Infrastructure Investment and Jobs Act* signé en novembre 2021, soit 1,200 milliards US\$ pour améliorer les infrastructures américaines (autoroutes, ponts, aéroports, rails, ports, canaux) mais aussi les réseaux de distribution d'internet, d'eau et d'électricité, et l'installation de prises de recharges pour les voitures électriques.

Plus récemment, l'*Inflation Reduction Act* a été voté en août dernier; loi qui, selon Biden, s'autofinancera par la chasse aux délinquants fiscaux, ciblant au passage grandes entreprises et riches particuliers. Cette loi promouvra des investissements en faveur de la production nationale d'énergie, mais aussi des investissements tant attendus de l'autre côté de l'Atlantique dans les énergies vertes afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Soulignons que cette loi donne aussi l'autorité au Secrétaire d'état à la santé de négocier avec les laboratoires pharmaceutiques des baisses de prix des médicaments pour les particuliers, surtout pour les personnes âgées, et de les sanctionner en cas de refus d'obtempérer. Les négociations n'aboutiront à des résultats visibles qu'à partir de 2026 pour 10 des médicaments les plus chers (liste pas encore publique) et seulement pour les bénéficiaires de Medicare, soit 63 millions d'Américains. Cette loi est donc critiquée à la fois à la gauche du parti démocrate par Bernie Sanders comme étant insuffisante, et bien sûr par les Républicains qui soutiennent habituellement les lobbys pharmaceutiques. **C'est un sujet majeur pour les Américains.**

4 Lire l'historique des réformes initiées par l'administration Biden : <https://www.laure-pallez.fr/biden-les-100-premiers-jours>

Alors, quels sont les enjeux des deux prochaines années du mandat Biden ?

Tout d'abord, des enjeux de société : *les Démocrates font campagne sur le droit à l'avortement, la protection de la démocratie, le droit des minorités LGBTQ+ et de couleur, et la lutte contre le réchauffement climatique.*

L'avortement⁵ reste donc un sujet central dans la campagne de mi-mandat. 213 millions de dollars ont été dépensés par le parti démocrate pour des publicités sur le thème de l'avortement, qui continue à dominer le débat et s'avère un « lourd fardeau » pour le camp républicain, divisé sur le sujet. L'embarras républicain a atteint son paroxysme la semaine dernière avec l'affaire du candidat républicain au Sénat pour la Géorgie Herschell Walker, ex-joueur de la Ligue Nationale de football américain qui nie toujours avoir poussé sa compagne à avorter, contrairement aux affirmations de [Politico](#).

[Autre enjeu de ces élections et des prochaines deux années de mandat : l'inflation et la hausse du coût de l'énergie.](#) [Politico](#) relève « l'anxiété » des Démocrates au sujet de la hausse attendue des prix de l'essence après l'annonce de l'OPEP, alors que l'essence pourrait grimper de +15 à +30 cents le gallon.

En toute logique, les Républicains enfoncent le clou et font campagne sur l'augmentation du coût de la vie, le crime et la sécurité aux frontières, soutenus en cela indirectement par le FBI qui vient de publier un rapport sur la hausse de la criminalité aux États-Unis (+4,3% d'homicides de 2020 à 2021).

Le [New York Times](#) a consacré un article (en Une) à la rhétorique violente et aux menaces en hausse contre les membres du Congrès, sujet qui touche hélas toute la classe politique. Parmi eux, Alexandria Ocasio-Cortez est sous protection permanente. Les menaces répertoirees contre des membres du Congrès, près de 10,000 en tout à ce jour, ont décuplé depuis 2016. Liz Cheney est la plus menacée de tous les Républicains depuis l'assaut du Capitole.

On assiste donc à deux campagnes médiatiques parallèles dans un climat très tendu, et cela montre l'étendue de la tâche des Démocrates, qui luttent pour garder leur majorité en dépit de l'impopularité croissante de Joe Biden, de l'inflation et de la méfiance vis-à-vis du processus électoral.

5 Voir extrait de l'article « Pro-Vie ou Pro-Choix : les États-Unis, une démocratie des juges ? » : <https://la-france-et-le-monde-en-commun.org/2022/05/31/le-droit-a-linterruption-volontaire-de-grossesse-un-chemin-a-geometrie-variable/>

Quelles sont les projections pour les résultats nationaux du 8 novembre ?

Dans ce contexte en tension, il est difficile d'anticiper les résultats.

D'après *Ballotpedia*⁶ on estime qu'environ 37 sièges sur les 435 de la Chambre des Représentants vont être soumis à une bataille très serrée entre les deux partis notamment sur 4 sièges à New York, 3 sièges en Californie, également 3 sièges au Nevada, en Pennsylvanie et dans l'Ohio. Il faudra donc suivre ces résultats-là au plus près .

D'autre part, à la suite du recensement national de 2020, certains états dont la population est en forte augmentation par rapport au précédent recensement de 2010, ont gagné 1 siège de plus à la Chambre des représentants, le Texas et la Floride par exemple. D'autres en ont perdu, dont la Californie, l'Illinois et New York.

Autre élément d'incertitude : selon une étude de la Tuft University, les jeunes, majoritairement sur TikTok, pourraient déterminer les gagnants des élections dans quatre Etats pivots : Arizona, Wisconsin, Pennsylvanie et Géorgie. TikTok a d'ailleurs interdit le *fundraising* politique sur sa plateforme avant les élections de mi-mandat. Une décision qui s'inscrit dans sa campagne de lutte pour l'intégrité des élections et contre la désinformation.

D'après le sondage NBC News⁷ de septembre 2022, les deux partis sont au coude à coude, avec chacun 46% des intentions de vote. Les Démocrates sont remontés dans les sondages récemment, en partie car 6 américains sur 10 n'approuvent pas la décision de la Cour Suprême limitant le droit à l'avortement. Les Républicains restent cependant bien dans la course en particulier sur les sujets économiques : 63% des électeurs estiment que leurs revenus sont inférieurs au coût de la vie, et 58% désapprouvent la gestion économique de l'administration Biden.

Dans l'autre sondage du *New York Times*, et alors que les Républicains pensaient pouvoir s'appuyer sur une large partie de l'électorat latino, 56% des Latinos interrogés penchent en faveur des Démocrates contre 32% pour les Républicains. Bien sûr, méfiance avec les sondages et ces chiffres peuvent changer à l'approche des élections. Ils sont d'ailleurs plus mitigés dans les états du Sud, en Floride notamment, où l'électorat latino est estimé à 46% en faveur des Démocrates et 46% des Républicains. Pour rappel, la communauté latino représente 17% de la population totale des États-Unis. C'est la 1^{ère} minorité ethnique aux États-Unis, devant la communauté afro-américaine (14%), qui elle vote traditionnellement

6 https://ballotpedia.org/United_States_House_of_Representatives_elections,_2022#Battle-ground_list

7 <https://www.nbcnews.com/meet-the-press/first-read/poll-abortion-trump-boost-midterm-prospects-democrats-rcna48173>

fortement démocrate. Le sondage NBC News donne 77% favorables aux Démocrates pour les Afro-Américains pour ces élections.

En cas d'échec des Démocrates, on peut s'attendre à ce que les Républicains fassent blocage, Biden se retrouvant obligé de tenter de négocier chacune de ses propositions de loi, ce qui n'est pas sans rappeler la situation actuelle de Renaissance au Parlement en France.

En cas de victoire, Biden pourrait dérouler son agenda, et même peut-être réussir à faire enfin passer la loi *Women's Health Protection Act* sur le droit à l'avortement, loi qui pour le moment a été votée à la Chambre des représentants, mais rejetée au Sénat.

Plus près de nous, en Floride

La Floride est un « bellwether state », un état-baromètre avec une mosaïque de votes très représentative des États-Unis dans sa globalité⁸.

Au-delà des élections de novembre, la presse américaine se demande si le gouverneur républicain de Floride Ron DeSantis continuera à faire le « buzz » jusqu'à la présidentielle. Il est un des candidats favoris pour les primaires républicaines de 2024, au coude à coude avec Donald Trump. Ses coups d'éclat lui garantissent une forte popularité auprès de l'électorat républicain, entre le financement des bus de migrants envoyés à Washington et à Martha's Vineyard, et sa vendetta contre Disney à Orlando, dont le management s'était prononcé ouvertement contre la loi floridienne interdisant l'instruction sur l'éducation sexuelle et l'identité de genre de la maternelle au CE2.

Vu du terrain, nous constatons donc que Ron DeSantis se place en 1^{ère} ligne de la guerre culturelle aux États-Unis, principal enjeu politique des années à venir, au dire de ses équipes. Pour preuve, il s'attache d'ailleurs à placer ses amis républicains les plus fervents dans les Académies scolaires de la Floride (*schoolboards*) afin d'influencer la gestion des écoles et le contenu des cours⁹.

8 <https://www.laure-pallez.fr/floride/la-floride-un-passage-oblige-pour-donald-trump>

9 <https://nypost.com/2022/08/24/desantis-backed-school-board-candidates-win-florida-elections/>

Quel avenir pour la relation transatlantique au-delà des élections ?

Autre prisme de ces élections : la politique étrangère, qui est un domaine gagné par la polarisation partisane et qui fait l'objet de débats intenses au Congrès entre partis mais surtout au sein des deux principaux, républicain et démocrate.

Cela dit, la politique internationale n'est pas un enjeu majeur pour les électeurs américains, il en va de même en France. Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan est très mal géré de par exemple ne devrait pas peser dans les résultats de ces élections de mi-mandat.

L'administration Biden a publié le 12 octobre sa première [Stratégie de sécurité nationale](#). L'objectif pour les États-Unis est donc de « surpasser » (*outcompete*) la Chine et d'« entraver » (*constrain*) la Russie. Face à ces défis, la stratégie détaille trois axes de réponse pour les États-Unis : 1/ renforcer la puissance américaine en investissant sur le plan domestique (La politique étrangère de Biden cherche à intégrer les intérêts de la classe moyenne, pas uniquement ceux des capitaines d'industrie, annonçait-il en début de mandat¹⁰). ; 2/ renforcer la coopération avec les alliés des États-Unis ; 3/ moderniser l'outil militaire et de renseignement.

En revanche pour les Européens les résultats des élections sont importants. En cas de victoire démocrate, nous pourrions compter sur des valeurs transatlantiques communes : la protection des droits des travailleurs, la continuité des chaînes d'approvisionnement, la lutte contre le changement climatique sont des thématiques qui nous unissent. Ces positions fortes contribuent à distinguer les deux puissances atlantiques de la Chine ou d'autres puissances émergentes par exemple.

Les principaux axes sur lesquels l'UE et les États-Unis chercheront à converger dans les années à venir sont les investissements étrangers, le contrôle des exportations, l'IA et les semi-conducteurs. Cela inclut, mais sans s'y limiter, leur pénurie ainsi que des problèmes technologiques tels que l'antitrust.

Sur le plan de la défense, l'administration Biden souhaiterait voir l'Europe « fortifier le pilier de la défense européenne au sein de l'OTAN » plutôt que d'opter pour l'« autonomie stratégique » d'Emmanuel Macron.

Les Européens doivent mettre à jour leur analyse des États-Unis et leur vision du partenariat transatlantique, en communiquant à Washington leurs déceptions, leurs attentes - et surtout leurs propositions, et à un moment où notre pays est résolument tourné vers les États-Unis et la Chine, au sein d'une Europe souveraine.

10 Extrait de l'intervention de Laure Pallez devant la Maire de Paris en novembre 2020 : <https://www.laure-pallez.fr/campagne-presidentielle-americaine-intervention-devant-madame-la-maire-de-paris>